



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,  
de la formation et de la recherche DEFR

**Secrétariat d'Etat à la formation,  
à la recherche et à l'innovation SEFRI**  
Projet Certification professionnelle et  
changement de profession pour les adultes

---

# **Guide pour la prise en compte des acquis dans la formation professionnelle initiale du...**

---

Projet

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Prise en compte des acquis.....</b>	<b>5</b>
2.1	Dresser l'inventaire .....	6
2.2	Analyser la situation.....	8
2.3	Demander la prise en compte .....	10
2.4	Prendre en compte les acquis.....	12
<b>3</b>	<b>Informations techniques .....</b>	<b>15</b>
3.1	Bases légales .....	15
3.2	Définitions des notions.....	20

Projet



# 1 Introduction

Les adultes ont acquis un certain bagage au travers de diplômes de la formation professionnelle, de diplômes des autres secteurs du système éducatif, ainsi que d'expériences, professionnelles ou non, de la formation spécialisée et de la culture générale acquises en dehors des filières habituelles. Lorsque ces acquis sont déterminants pour l'obtention d'une certification professionnelle donnée, ils sont pris en compte en conséquence. Cette procédure rend possible l'acquisition d'un diplôme professionnel de manière efficace et ciblée et favorise la perméabilité au sein de la formation professionnelle et entre la formation professionnelle et les autres secteurs de la formation.

Les acquis peuvent être pris en compte dans des filières de formation sous la forme de dispenses ou d'un raccourcissement de la durée de formation. Ils peuvent également être pris en compte dans le cadre de l'admission à une formation ou à une procédure de qualification. La dispense de parties scolaires d'une procédure de qualification est également possible. Dans la mesure où les acquis entrent en ligne de compte aussi bien dans le cadre de la prise en compte de connaissances préalables que dans l'admission à une formation ou à un examen, les deux possibilités sont comprises dans la notion de **prise en compte des acquis**.

La prise en compte des acquis et la validation des acquis de l'expérience poursuivent des buts semblables. Les deux procédures identifient des acquis et leur confèrent une certaine valeur. Toutefois, elles diffèrent au niveau de leur structure:

- La **prise en compte des acquis** est possible dans toutes les formations professionnelles initiales. Elle ne remplace ni les filières existantes ni les procédures de qualification. Les acquis sont pris en compte dans le cadre d'une décision d'admission ou d'une dispense de parties de la formation ou de la procédure de qualification.
- La **validation des acquis de l'expérience** est ce que l'on appelle une «autre procédure de qualification». Cette procédure, reconnue par le SEFRI, existe dans certaines formations professionnelles initiales, où le besoin s'en ressent dans la branche. La validation des acquis de l'expérience remplace la procédure de qualification avec examen final pour les personnes qui remplissent les conditions et débouche directement sur l'obtention de la certification professionnelle correspondante.

Le présent guide du SEFRI montre comment la prise en compte des acquis (chap. 2) peut être mise en œuvre de manière systématique dans les cantons. Le processus se fonde sur les art. 9 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFP)<sup>1</sup> et 4 de l'ordonnance du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr)<sup>2</sup>. La description du processus s'adresse en premier lieu aux spécialistes qui aident les personnes à rassembler les attestations de leurs qualifications. Les informations techniques ci-après (chap. 3) présentent les possibilités de prise en compte des acquis dans la formation professionnelle initiale au sein du cadre légal fixé. Elles sont utiles aux spécialistes aussi bien des services de consultation que des autorités en charge de la décision.

L'information en matière de prise en compte des acquis à l'intention des personnes intéressées et la mise en place d'un service de consultation incombent aux cantons.

---

<sup>1</sup> RS 412.10

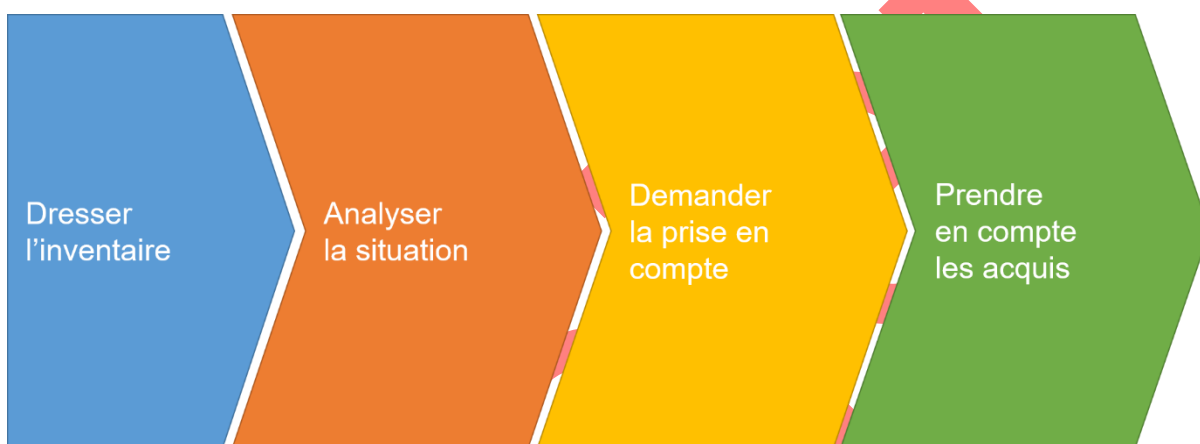
<sup>2</sup> RS 412.101



## 2 Prise en compte des acquis

Les acquis sont pris en compte dans une formation donnée sous la forme de dispenses ou d'un raccourcissement de la durée de formation. En outre, ils servent de base à l'admission à une filière de formation ou à une procédure de qualification. Le processus ci-après permet de recenser de manière systématique les attestations de qualification et de tenir compte de manière appropriée des acquis, garantissant ainsi la plus grande perméabilité possible au sein de la formation professionnelle.

Les cantons veillent à la mise en place d'un service de consultation chargé d'aider les personnes à rassembler les attestations de leurs qualifications. Cet inventaire sert de base à la prise en compte des acquis. Le processus décrit ci-après vise à guider les personnes concernées de manière systématique sur la voie appropriée pour leur permettre d'obtenir la certification professionnelle qu'ils souhaitent. Pour ce faire, les étapes ci-après sont nécessaires:



- **Dresser l'inventaire:** les acquis sont identifiés et rassemblés avec les attestations de qualification dans l'inventaire des acquis. L'inventaire sert de base à la prise en compte des acquis.
- **Analyser la situation:** le service de consultation étudie, sur la base de l'inventaire, quels acquis peuvent être pris en compte. Il émet ensuite une recommandation conforme aux critères de l'autorité en charge de la décision.
- **Demander la prise en compte:** l'inventaire des acquis et la recommandation du service de consultation servent de base aux demandes des personnes. Ces dernières remettent les demandes de prise en compte des acquis aux autorités en charge de la décision.
- **Prendre en compte les acquis:** les autorités en charge de la décision examinent les demandes de prise en compte des acquis et évitent ainsi les étapes de formation supplémentaires. Ils garantissent la plus grande perméabilité possible au sein de la formation professionnelle.

### Bases légales

#### Art. 9 LFPr

<sup>1</sup> Les prescriptions sur la formation professionnelle garantissent la plus grande perméabilité possible au sein de la formation professionnelle ainsi qu'entre la formation professionnelle et les autres secteurs du système éducatif.

<sup>2</sup> Les expériences, professionnelles ou non, la formation spécialisée et la culture générale acquises en dehors des filières habituelles sont dûment prises en compte.

#### Art. 4, al. 2 et 3 OFPr

<sup>2</sup> Les cantons veillent à assurer des services de consultation chargés d'aider les personnes à dresser l'inventaire des qualifications dont elles peuvent se prévaloir et qu'elles ont acquises en-dehors des filières de formation habituelles, à travers une expérience pratique, professionnelle ou non. L'inventaire des qualifications sert de base de décision pour la prise en compte des acquis conformément à l'al. 1.

<sup>3</sup> Les services de consultation collaborent avec les organisations du monde du travail et font appel aux services d'experts externes.

## 2.1 Dresser l'inventaire



**Les cantons mettent en place un service de consultation, chargé d'aider les personnes à dresser l'inventaire de leurs qualifications et à rassembler les attestations correspondantes.**

Les personnes qui ont déjà des acquis peuvent s'informer auprès du service de consultation sur les possibilités d'obtenir un diplôme professionnel ou de se requalifier dans une autre profession. Le service de consultation aide les personnes à rassembler les attestations de qualification et à dresser l'inventaire de leurs acquis.

À cet effet, le service de consultation développe un instrument visant à aider les adultes à dresser l'inventaire de leurs acquis. Celui-ci est conçu en fonction des besoins de l'analyse subséquente et facilite les étapes ultérieures. L'inventaire est composé des éléments suivants:

- parcours;
- liste des expériences professionnelles;
- liste des expériences non professionnelles;
- liste des formations formelles;
- liste des formations non formelles;
- auto-évaluation à l'aide du profil de qualification de la formation professionnelle initiale visée.



## **Facteurs de soutien**

### **Information du groupe cible**

Les cantons élaborent du matériel d'information destiné aux personnes intéressées dans lequel ils expliquent la prise en compte des acquis, la certification professionnelle pour adultes et la requalification dans une nouvelle profession. Ce matériel doit également indiquer les coordonnées du service de consultation mandaté par le canton et contenir des informations sur l'inventaire des acquis et sur la prise en compte de ces acquis.

### **Soutien actif par le service de consultation**

Le service de consultation apporte un soutien actif dans le rassemblement des attestations de qualification. Dans l'idéal, les spécialistes sont formés au travail biographique et identifient les justificatifs qui sont pertinents pour le diplôme professionnel visé.

### **Identification des expériences professionnelles et non professionnelles**

Les certificats de travail orientés vers les compétences ou les justificatifs de compétences et d'emploi liés à des activités bénévoles permettent d'attester l'expérience pratique. Si cette expérience se réfère à des profils de qualification de la formation professionnelle initiale, sa prise en compte est simplifiée.

## **Recommandations du SEFRI**

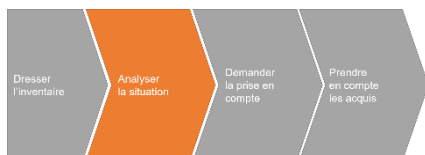
### **Des tiers peuvent aussi aider à dresser l'inventaire**

Le service de consultation met aussi ses instruments à la disposition de tiers ayant déjà une relation avec des candidats potentiels. L'analyse et la recommandation qui en résulte restent dans la sphère de compétence du service de consultation mandaté par le canton, car ces étapes nécessitent le contact avec les autorités responsables de la prise en compte et les experts de la profession.

### **Coûts des conseils**

Les coûts des conseils à la charge des adultes sont faibles, voire nuls dans l'idéal.

## 2.2 Analyser la situation



**L'analyse de la situation avec le service de consultation mandaté par le canton permet de déterminer dans quelle mesure une prise en compte des acquis est possible. Il en résulte une recommandation en vue d'obtenir efficacement une certification professionnelle ou de se requalifier dans une nouvelle profession.**

Lors de l'analyse de la situation, l'inventaire des acquis est passé en revue avec l'aide d'un spécialiste du service de consultation mandaté par le canton. Les compétences sont identifiées et comparées avec le profil de qualification de la formation professionnelle initiale visée pour faire ressortir les prises en compte envisageables. Le service de consultation fait appel à des experts de l'organisation du monde du travail compétente, des écoles professionnelles, des cours interentreprises ou de l'autorité en charge de la décision pour évaluer les différentes possibilités de prise en compte :

	Admission aux filières de formation sans disposer de la formation formelle requise	Prise en compte des acquis dans des filières de formation	Admission à la procédure de qualification sans formation formelle	Prise en compte des acquis dans la procédure de qualification
Type de prise en compte	Conclusion d'un contrat de formation ou d'apprentissage	Dispense de parties de l'enseignement et raccourcissement de la durée de la filière de formation	Les conditions d'admission de l'ordonnance sur la formation professionnelle initiale sont remplies.	Dispense de parties scolaires de la procédure de qualification
Exigences	La formation professionnelle initiale fait suite à l'école obligatoire ou à une qualification équivalente.	Attestation des qualifications qui sont acquises lors de la formation professionnelle initiale. Ces dernières sont décrites dans le plan de formation.	Au moins cinq ans d'expérience professionnelle, dont au moins trois ans dans la profession visée et preuve que les exigences de la procédure de qualification sont remplies.	Attestation des qualifications qui sont examinées lors de la procédure de qualification correspondante.
Éléments de soutien dans la prise en compte	Tests d'aptitude de la branche et recommandation de l'école professionnelle indiquant que la personne a le niveau pour suivre l'enseignement.	Recommandation de l'organe responsable sur la possibilité de prendre en compte des formations préalables.	Cours préparatoires à une procédure de qualification	Subdivision de la procédure de qualification en parties pouvant faire l'objet d'une prise en compte.

Un diplôme de la formation professionnelle initiale ne constitue pas toujours la solution appropriée. Pour les personnes qui souhaitent changer de profession, l'obtention d'une certification professionnelle n'est pas forcément une priorité :

- Une **formation continue** aboutissant par exemple à des **certificats de branche ou liés à des produits** peut éventuellement déjà suffire pour trouver un nouveau poste sur le marché du travail ;
- Un diplôme spécifique de la **formation professionnelle supérieure** requiert un certificat fédéral de capacité, une formation scolaire générale supérieure ou une qualification équivalente.

Les conclusions de ces clarifications sont discutées avec la personne concernée. Si une certification professionnelle est visée, le spécialiste informe la personne concernée des possibilités de prise en compte et de la procédure de demande correspondante. L'analyse de la situation se termine par une recommandation du service de consultation concernant la manière d'acquérir de manière efficace une certification professionnelle ou de se qualifier dans une autre profession. En outre, le service de consultation clarifie avec la personne les conditions cadres (conditions matérielles, emploi du temps, etc.) pendant l'acquisition de la certification professionnelle et le type de soutien pouvant être demandé.

## **Facteurs de soutien**

### **Sensibiliser et impliquer les partenaires**

Le service de consultation mandaté par le canton émet une recommandation, qui concerne les responsables de la formation professionnelle ou les autorités en charge de la décision. Une collaboration étroite entre le service de consultation et l'autorité en charge de la décision est essentielle afin que les recommandations soient appliquées.

### **Test d'aptitude et stages de découverte**

Les tests d'aptitude spécifiques aux branches sont utiles pour déterminer si une personne remplit les exigences d'une formation professionnelle initiale donnée. Les stages de découverte constituent une démarche appropriée afin de clarifier l'aptitude pratique pour une profession.

### **Faire reconnaître la formation non formelle par l'organe responsable**

Les experts de la prise en compte des acquis ont besoin des recommandations des organisations du monde du travail (organes responsables) compétentes. Des attestations reconnues par l'organe responsable sont nécessaires pour simplifier la prise en compte de la formation non formelle dans une formation professionnelle initiale. Ces attestations précisent quelles compétences opérationnelles du profil de qualification de la formation professionnelle initiale en question ont été acquises par le biais d'une formation continue à des fins professionnelles et comment elles peuvent être prises en compte.

## **Recommandations du SEFRI**

### **Collaboration du service de consultation avec l'autorité en charge de la décision**

La collaboration étroite entre le service et de consultation et l'autorité en charge de la décision permet aux personnes concernées d'obtenir une évaluation réaliste des acquis qui peuvent être pris en compte. Un échange régulier entre les spécialistes impliqués est utile et permet un traitement plus rapide des recommandations et des demandes de prise en compte des acquis.

## 2.3 Demander la prise en compte



Après l'analyse de leur situation, les personnes concernées connaissent leurs potentiels en matière de prise en compte des acquis. La recommandation résultant de l'analyse indique clairement à quels services ils doivent s'adresser pour demander la prise en compte.

Lors de l'analyse de la situation, une recommandation a été élaborée en collaboration avec les services en charge des prises en compte. Sur la base de cette recommandation, la personne demande la prise en compte de ses acquis auprès de l'autorité compétente.

- Dans le cas de la formation initiale en entreprise, un **contrat d'apprentissage est conclu** entre l'entreprise formatrice et l'apprenti. Dans la formation initiale en école, un **contrat de formation est conclu** entre l'institution de formation et l'apprenti.
- Dans une formation initiale en entreprise, une **dispense de l'enseignement** peut être demandée directement auprès de l'école professionnelle après la conclusion du contrat d'apprentissage; en cas de formation initiale en école, la demande est déposée après la conclusion du contrat de formation.
- En cas de **raccourcissement de la filière de formation**, un contrat d'apprentissage écourté doit être conclu avec une entreprise formatrice, et en cas de formation initiale en école, la durée du contrat de formation conclu avec l'établissement de formation doit être écourtée;
- Pour l'**admission à une procédure de qualification** en dehors du cadre d'une filière réglementée, les conditions d'admission sont régies par l'ordonnance sur la formation professionnelle initiale en question. L'admission doit être demandée auprès du canton.
- La **dispense de certaines parties scolaires de l'examen** doit être demandée auprès du canton.

Des **parties scolaires de l'examen peuvent faire l'objet d'une dispense** même si la personne a été admise à une procédure de qualification dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée. Souvent, il est également recommandé aux personnes de se préparer de manière ciblée à la procédure de qualification et de **comblar ainsi les lacunes constatées**.

## **Facteurs de soutien**

### **Assurer l'accompagnement de la personne**

Le service de consultation continue à soutenir et à encourager les personnes lors de l'élaboration de leurs demandes, ce qui augmente les chances de dépôt de ces demandes et facilite la recherche d'une entreprise formatrice.

## **Recommandations du SEFRI**

### **Mettre en lien les entreprises formatrices et les personnes à la recherche d'une place d'apprentissage.**

Pour les adultes, la recherche d'une entreprise formatrice n'est pas une mince affaire. Ils doivent être informés des places d'apprentissage vacantes et ont éventuellement besoin de davantage de soutien.

## 2.4 Prendre en compte les acquis



**La prise en compte des acquis garantit que la formation professionnelle initiale est acquise de manière efficace. Ce processus permet d'éviter des étapes de formation supplémentaires et promeut la plus grande perméabilité possible.**

La formation professionnelle initiale s'achève par une procédure de qualification. La procédure de qualification sert à attester que les candidats remplissent les exigences. Afin de permettre la plus grande perméabilité et la prise en compte adéquate des connaissances préalables, il s'agit de faire preuve de souplesse dans la prise en compte des acquis dans les filières de formation et l'admission à la formation ou à une procédure de qualification. Si une personne n'atteint pas les objectifs fixés, cela apparaîtra lors de la procédure de qualification. Dans ce cas, elle peut répéter la procédure de qualification après avoir comblé ses lacunes.

Les décisions de prise en compte des acquis sont prises par différents services, à savoir:

	Admission aux filières de formation sans disposer de la formation formelle requise	Prise en compte des acquis dans des filières de formation	Admission à une procédure de qualification sans formation formelle	Prise en compte des acquis dans la procédure de qualification
Type de prise en compte	Conclusion d'un contrat de formation ou d'apprentissage	Dispense de parties de l'enseignement et raccourcissement de la durée de la filière de formation	Les conditions d'admission de l'ordonnance sur la formation professionnelle initiale sont remplies.	Dispense de parties scolaires de la procédure de qualification
Responsabilités en matière de prise en compte	Le contrat d'apprentissage est conclu entre l' <b>entreprise formatrice</b> et l'apprenti; le contrat de formation est conclu entre l' <b>institution de formation</b> et l'apprenti.	La dispense de l'enseignement est accordée par l' <b>école professionnelle</b> ou l' <b>institution de formation</b> .	L'admission est accordée par le <b>canton</b> .	La dispense est accordée par le <b>canton</b> .

## **Facteurs de soutien**

### **Recommandations à l'intention des entreprises formatrices**

Lors de la conclusion d'un contrat d'apprentissage, il n'est pas aisé pour les entreprises d'estimer les acquis. Les recommandations des écoles professionnelles, des centres de cours interentreprises ou d'autres spécialistes du métier permettent à une entreprise formatrice de mieux évaluer si une personne est à même d'accomplir avec succès la formation professionnelle initiale.

### **Recommandations de l'organe responsable**

Les experts de la prise en compte des acquis dépendent des recommandations des organisations du monde du travail compétentes (organes responsables). Des attestations reconnues par l'organe responsable sont nécessaires pour simplifier la prise en compte de la formation non formelle dans une formation professionnelle initiale. Ces attestations précisent quelles compétences opérationnelles du profil de qualification de la formation professionnelle initiale en question ont été acquises par le biais d'une formation continue à des fins professionnelles et comment elles peuvent être prises en compte.

## **Recommandations du SEFRI**

### **Raccourcissement de la durée de formation**

Le rapport de formation constitue un instrument de contrôle de la formation professionnelle initiale. Les formateurs y consignent le niveau de la personne en formation et y définissent si nécessaire des mesures. Si une personne ne remplit pas les exigences d'une formation dont la durée a été écourtée, cette dernière peut à nouveau être rallongée en conséquence.

### **Dispense de certaines parties de l'examen**

Le SEFRI recommande aux cantons d'accorder une dispense pour des parties de l'examen qui s'y prêtent, comme des points d'appréciation ou des thèmes, et pas uniquement pour des domaines de qualification entiers. Les candidats doivent être informés des conséquences de la dispense (p. ex. qu'une bonne note dans le domaine concerné peut avoir un impact positif sur la moyenne).

### **Adultes dispensés de l'enseignement de la culture générale**

La culture générale a pour objectif de permettre aux personnes en formation d'accéder au monde du travail et d'y rester ainsi que de s'intégrer dans la société (art. 15, al. 2, let. b, LFPr). Les mêmes conditions ne doivent pas s'appliquer aux adultes et aux jeunes: les personnes qui ont atteint les objectifs sans suivre l'enseignement de la culture générale devraient être dispensées de cet enseignement. Le SEFRI recommande donc aux cantons de définir des critères relatifs à la dispense de l'enseignement de la culture générale de manière à ce que ceux-ci se réfèrent également à l'expérience de vie et à la participation et à l'intégration sociales.

Projet



### 3 Informations techniques

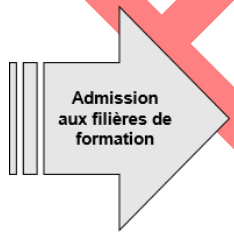
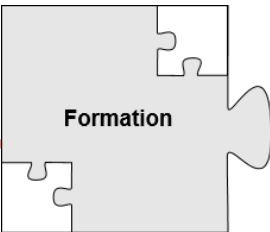

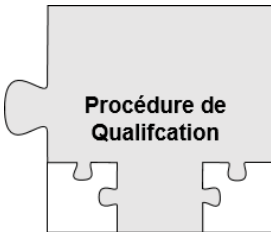
#### 3.1 Bases légales

**Les diplômes sanctionnant des formations formelles ou les expériences, professionnelles ou non, la formation spécialisée et la culture générale acquises en dehors des filières habituelles sont dûment pris en compte dans la formation professionnelle. Les adultes ont ainsi la possibilité d'obtenir une certification professionnelle de manière efficace ou de se requalifier dans une nouvelle profession sans passer par des étapes de formation supplémentaires.**

La loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)<sup>3</sup> et l'ordonnance du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr)<sup>4</sup> prévoient la prise en compte des diplômes de la formation professionnelle, des diplômes des autres secteurs du système éducatif ainsi que d'expériences, professionnelles ou non, de formations spécialisées et de la culture générale acquises en dehors des filières habituelles (acquis). Cette procédure permet de promouvoir la perméabilité au sein de la formation professionnelle ainsi qu'entre la formation professionnelle et les autres secteurs du système éducatif.

Les acquis peuvent être pris en compte dans des filières de formation sous la forme de dispenses ou d'un raccourcissement de la durée de formation. Ils peuvent également être pris en compte dans le cadre de l'admission à une formation ou à une procédure de qualification. La dispense de parties scolaires d'une procédure de qualification est également possible. Dans la mesure où les acquis entrent en ligne de compte aussi bien dans le cadre de la prise en compte de connaissances préalables que dans l'admission à une formation ou à un examen, les deux possibilités sont comprises dans la notion de **prise en compte des acquis**.

Les compétences, les connaissances et le savoir-faire (qualifications) indispensables à l'exercice d'une activité dans une profession, un champ professionnel ou un champ d'activité sont définis dans le profil de qualification sous la forme de compétences opérationnelles. L'objectif est d'identifier systématiquement et de prendre en compte de manière appropriée les acquis dans les compétences opérationnelles. La formation professionnelle initiale prévoit différentes formes de prise en compte des acquis:

Admission aux filières de formation sans disposer de la formation formelle requise	Prise en compte des acquis dans des filières de formation	Admission à la procédure de qualification sans formation formelle	Prise en compte des acquis dans la procédure de qualification
 <p>Sont admises à une formation les personnes disposant des diplômes formels prédéfinis ou de qualifications équivalentes.</p>	 <p>Les acquis sont pris en compte sous la forme d'une dispense de l'enseignement ou d'un raccourcissement de la durée de formation ou du temps de travail.</p>	 <p>Sont admises à une procédure de qualification les personnes qui ont suivi une formation professionnelle initiale dans un autre cadre que celui de la formation formelle.</p>	 <p>Les acquis sont pris en compte sous la forme d'une dispense de certaines parties de la procédure de qualification.</p>

<sup>3</sup> RS 412.10

<sup>4</sup> RS 412.101

## Bases légales

### Art. 9 LFPr

<sup>1</sup> Les prescriptions sur la formation professionnelle garantissent **la plus grande perméabilité** possible au sein de la formation professionnelle ainsi qu'entre la formation professionnelle et les autres secteurs du système éducatif.

<sup>2</sup> Les expériences, professionnelles ou non, la formation spécialisée et la culture générale acquises en dehors des filières habituelles **sont dûment prises en compte**.

### Art. 15, al. 1, LFPr

La formation professionnelle initiale vise à transmettre et à **faire acquérir les compétences, les connaissances et le savoir-faire (ci-après qualifications) indispensables à l'exercice d'une activité dans une profession, un champ professionnel ou un champ d'activité (ci-après activité professionnelle)**.

### Art. 4 OFPr

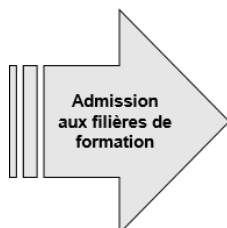
<sup>1</sup> La prise en compte des acquis est du ressort:

- a. des autorités cantonales, dans le cas du raccourcissement individuel d'une filière de formation d'une formation initiale en entreprise;
- b. des prestataires compétents, dans le cas du raccourcissement individuel d'une autre filière de formation;
- c. des organes compétents, dans le cas d'admission aux procédures de qualification.

<sup>2</sup> Les cantons veillent à assurer des services de consultation chargés d'aider les personnes à dresser l'inventaire des qualifications dont elles peuvent se prévaloir et qu'elles ont acquises en-dehors des filières de formation habituelles, à travers une expérience pratique, professionnelle ou non. L'inventaire des qualifications sert de base de décision pour la prise en compte des acquis conformément à l'al. 1.

<sup>3</sup> Les services de consultation collaborent avec les organisations du monde du travail et font appel aux services d'experts externes.

### 3.1.1 Admission à une filière de formation sans disposer de la formation formelle requise



**Les personnes qui ne disposent pas des attestations requises, mais qui possèdent des compétences, des connaissances et un savoir-faire équivalents (qualifications), sont admises à une filière de formation. Cela permet d'éviter des étapes de formation supplémentaires et de garantir la plus grande perméabilité possible.**

L'école obligatoire ou une qualification équivalente constitue le prérequis pour entamer une formation professionnelle initiale. Les adultes qui répondent aux exigences scolaires et pratiques de la formation professionnelle initiale visée doivent être admis aux filières de formation correspondantes, et ce, même s'ils n'ont pas suivi l'école obligatoire en Suisse.

Les personnes qui ne répondent pas aux exigences peuvent acquérir les qualifications manquantes afin de se préparer à la formation professionnelle initiale. Cela passe par exemple par le développement des compétences de base.

## Bases légales

### Art. 9, al. 2, LFPr

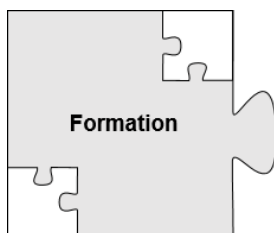
<sup>2</sup> Les expériences, professionnelles ou non, la formation spécialisée et la culture générale acquises en dehors des filières habituelles sont dûment prises en compte.

### Art. 15, al. 1 et 3, LFPr

<sup>1</sup> La formation professionnelle initiale vise à transmettre et à **faire acquérir les compétences, les connaissances et le savoir-faire (ci-après qualifications) indispensables à l'exercice d'une activité dans une profession, un champ professionnel ou un champ d'activité (ci-après activité professionnelle)**.

<sup>3</sup> Elle fait suite à l'école obligatoire **ou à une qualification équivalente**. Le Conseil fédéral détermine les critères permettant de fixer l'âge minimum des personnes qui commencent une formation professionnelle initiale.

### 3.1.2 Prise en compte des acquis dans des filières de formation



Les acquis préalables sont pris en compte dans le cadre des filières de formation. Cette prise en compte peut prendre la forme d'une dispense de l'enseignement, d'un raccourcissement de la durée de formation ou d'une réduction du temps de travail.

L'école professionnelle ou l'établissement de formation peut accorder une dispense pour une partie de l'enseignement aux personnes qui possèdent déjà des acquis correspondant au contenu enseigné. En outre, les personnes qui maîtrisent déjà certaines compétences opérationnelles pertinentes pour la formation professionnelle initiale peuvent bénéficier d'un raccourcissement de leur formation.

Un raccourcissement peut concerner la durée aussi bien de la formation que du temps de travail, par exemple sous la forme d'une activité à temps partiel. Il est important que les compétences opérationnelles requises puissent être développées pendant le temps restant et que les personnes aient une chance réelle de réussir la procédure de qualification:

Raccourcissement de la filière de formation...		
...en cas de formation en entreprise	...en cas de formation en école	...en cas de formation non formelle
<p>La réduction de la formation ou du temps de travail se fait sur une base individuelle, sur demande des parties au contrat d'apprentissage à l'autorité cantonale.</p> <p>Il est possible de proposer des filières écourtées standardisées aux personnes dont les acquis sont similaires.</p>	<p>Les personnes en formation demandent un raccourcissement individuel supplémentaire directement auprès de l'établissement de formation.</p> <p>Des filières écourtées au niveau de la durée ou du temps de travail peuvent être mises en place pour des groupes cibles définis.</p>	<p>Dans la formation non formelle, les personnes peuvent adresser leur demande à l'établissement de formation.</p>

#### Bases légales

Art. 18, al. 1, LFPr

La durée de la formation professionnelle initiale peut être **écourtée** de manière appropriée pour les **personnes qui ont beaucoup de facilité ou qui ont une formation préalable** et prolongée pour les personnes qui ont des difficultés d'apprentissage ou qui présentent un handicap.

Art. 4, al. 1, let. a et b, OFPr

La prise en compte des acquis est du ressort:

- des autorités cantonales, dans le cas du **raccourcissement individuel** d'une filière de formation d'une formation initiale en entreprise;
- des prestataires compétents, dans le cas du **raccourcissement individuel** d'une autre filière de formation;

Art. 8, al. 7, OFPr

Après avoir **entendu les parties contractantes et l'école professionnelle**, l'autorité cantonale se prononce sur les **accords portant sur une augmentation ou une réduction de la durée de la formation**, conformément à l'art. 18, al. 1, LFPr.

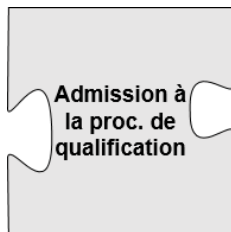
Art. 10, al. 3, OFPr

La formation initiale de deux ans peut être **raccourcie** ou prolongée **d'un an au maximum**.

Art. 18, al. 3, OFPr

L'école professionnelle statue sur les demandes de **dispense de la formation scolaire obligatoire**. Si la dispense a également des répercussions sur la procédure de qualification, la décision est prise par l'autorité cantonale.

### 3.1.3 Admission à une procédure de qualification sans formation formelle



**Les personnes qui ont suivi une formation professionnelle initiale dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée et qui possèdent l'expérience professionnelle et les acquis exigés peuvent être admises à une procédure de qualification.**

La formation professionnelle initiale peut aussi être accomplie dans le cadre d'une formation non formelle; celle-ci s'achève par une procédure de qualification. L'admission à une procédure de qualification est donc indépendante du fait d'avoir suivi ou non une filière de formation déterminée. Elle est accordée par le canton et dépend des conditions suivantes:

- posséder au moins cinq ans d'expérience professionnelle, dont une partie dans le domaine de la profession visée, selon ce qui est prévu par l'ordonnance sur la formation correspondante, et
- démontrer qu'on répond aux exigences de la procédure de qualification.

Ces conditions ont pour but de limiter l'admission à une procédure de qualification aux adultes qui disposent de l'expérience professionnelle et des acquis requis. Elles évitent que les jeunes contournent la formation professionnelle initiale ou que des personnes sans perspectives de réussite se présentent à la procédure de qualification.

#### Bases légales

*Art. 17, al. 5, LFPr*

La formation professionnelle initiale peut aussi **s'acquérir par une formation professionnelle non formelle**, laquelle s'achève par une procédure de qualification.

*Art. 34, al. 2, LFPr*

**L'admission est indépendante du fait d'avoir suivi ou non une filière de formation déterminée.** Le SEFRI règle les conditions d'admission aux procédures de qualification.

*Art. 4, al. 1, let. c, OFPr*

La prise en compte des acquis est du ressort:

- c. des **organes compétents, dans le cas d'admission aux procédures de qualification.**

*Art. 32 OFPr*

Si des qualifications ont été acquises par une personne dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée, cette personne devra justifier d'une **expérience professionnelle d'au moins cinq ans pour être admise à la procédure de qualification.**

*Article relatif à l'admission dans l'ordonnance sur la formation professionnelle initiale correspondante (texte de référence<sup>5</sup>)*

**Est admise aux procédures de qualification la personne qui a suivi la formation professionnelle initiale:**

- a. conformément à la présente ordonnance;
- b. dans une institution de formation accréditée par le canton, ou
- c. dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée et qui:
  - 1. a acquis l'expérience professionnelle nécessaire visée à l'art. 32 OFPr,
  - 2. a effectué [nombre] ans au minimum de cette expérience dans le domaine d'activité des [titre masc.] et
  - 3. démontre qu'elle satisfait aux exigences des procédures de qualification.

<sup>5</sup> Texte de référence du SEFRI du 31 août 2012 pour les ordonnances sur la formation; [www.sbf.admin.ch](http://www.sbf.admin.ch) > Formation > Formation professionnelle initiale > Développement des professions > Liste des documents d'information > Etape 3

### 3.1.4 Prise en compte des acquis dans la procédure de qualification



Les acquis préalables sont pris en compte dans le cadre de la procédure de qualification. Cette prise en compte peut prendre la forme d'une dispense de certaines parties d'examen.

Si les acquis ont une incidence sur une procédure de qualification de la formation professionnelle initiale, l'autorité cantonale peut accorder une dispense. D'une manière générale, la dispense peut porter sur certains éléments ou sur des domaines de qualification entiers de la procédure de qualification avec examen final ou sur d'autres procédures de qualification.

#### Bases légales

##### Art. 33 LFP

Les qualifications professionnelles sont attestées par un examen global, par une combinaison d'examens partiels ou par d'autres procédures de qualification reconnues par le SEFRI.

##### Art. 37, al. 1, LFP

Reçoit l'attestation fédérale de formation professionnelle la personne qui a réussi l'examen sanctionnant la formation professionnelle initiale de deux ans ou qui a suivi avec succès une **procédure de qualification équivalente**.

##### Art. 38, al. 1, LFP

Reçoit le certificat fédéral de capacité la personne qui a réussi l'examen de fin d'apprentissage ou qui a suivi avec succès **une procédure de qualification équivalente**.

##### Art. 18, al. 3, OFPr

L'école professionnelle statue sur les demandes de dispense de la formation scolaire obligatoire. Si la **dispense a également des répercussions sur la procédure de qualification**, la décision est prise par l'autorité cantonale.

## 3.2 Définitions des notions

Le présent document utilise les termes au sens de la LFPr et de l'OFPr. Le SEFRI recommande d'utiliser ces termes en ce qui concerne la prise en compte des acquis:

**Acquis:** ensemble des **>qualifications**, professionnelles ou non, de la formation spécialisée ou générale qui sont acquises dans le cadre de formations formelles ou en dehors du cadre formel.

**Admission à la formation ou à une procédure de qualification:** les personnes qui possèdent des **>qualifications** équivalentes aux conditions d'admission peuvent être admises à une formation ou à une procédure de qualification.

**Analyse de la situation:** processus au cours duquel l'inventaire dressé par la personne adulte est passé en revue avec l'aide d'un spécialiste du service de consultation mandaté par le canton et où les points pertinents sont précisés pour la **>prise en compte des acquis**. Les résultats de l'analyse sont consignés dans une recommandation.

**Attestations de qualification:** preuve des diplômes de la formation professionnelle, des diplômes des autres secteurs du système éducatif ainsi que des expériences, professionnelles ou non, la formation spécialisée et la culture générale acquises en dehors des filières habituelles. Les attestations de qualifications sont les preuves pour les **>acquis**.

**Compétences opérationnelles:** La notion de compétence opérationnelle s'est établie dans le contexte de la formation professionnelle initiale. Une personne dispose des compétences opérationnelles requises si elle est capable d'exécuter des tâches et des activités professionnelles de manière ciblée, adéquate, autonome et flexible. Sur le plan juridique, les compétences opérationnelles équivalent aux **>qualifications**.

**Dispense:** libération de l'obligation de suivre une partie de la formation scolaire ou de passer certaines parties de la procédure de qualification.

**Formation formelle:** Les conditions cadres pour ces filières de formation, les responsabilités pour leur mise en place et la surveillance sont réglées par les bases légales.

**Formation non formelle:** en lien avec la **>formation professionnelle initiale**, nous parlons ici principalement de «cours préparatoires à une procédure de qualification» ou d'«expérience et formation acquises à titre individuel». Les bases légales relatives à la formation professionnelle ne définissent pas la formation non formelle.

**Formation professionnelle initiale:** vise à transmettre et à faire acquérir des **>qualifications**. Elle s'inscrit dans le prolongement de l'école obligatoire ou d'une qualification équivalente. Elle est également ouverte aux adultes.

**Inventaire des acquis:** recensement par écrit des **>acquis**, parcours et auto-évaluation compris, à l'aide du **>profil de qualification** de la formation initiale visée. Ce document sert de base de décision à la prise en compte des acquis.

**Prise en compte des acquis:** Les **>acquis** peuvent être pris en compte sous la forme d'une **>dispense** de l'enseignement ou d'un **>raccourcissement de la durée de formation**. Ils peuvent également être pris en compte dans le cadre de l'**>admission à une formation ou à une procédure de qualification**. La **>dispense** de certaines parties scolaires d'une procédure de qualification est également possible. Dans la mesure où les acquis entrent en ligne de compte aussi bien dans le cadre de la prise en compte de connaissances préalables que dans l'admission à une formation ou à un examen, les deux possibilités sont comprises dans la notion de prise en compte des acquis.

**Profil de qualification:** Les **>qualifications** associées à une formation professionnelle initiale sont définies sous forme de **>compétences opérationnelles** dans le profil de qualification. Le profil de qualification décrit en outre le profil de la profession et le niveau d'exigences correspondant.

**Qualifications:** compétences, connaissances et savoir-faire indispensables à l'exercice d'une activité dans une profession, un champ professionnel ou un champ d'activité.

**Raccourcissement de la formation:** réduction de la durée de la formation ou du temps de travail d'une formation professionnelle initiale par le biais d'une activité à temps partiel.

**Service de consultation:** Les cantons veillent à la mise en place de services de consultation, chargés d'aider les personnes à dresser l'inventaire de leurs qualifications.